

questions
de communication

Questions de communication

3 | 2003
Frontières disciplinaires

Recherche et engagement : actualité d'une discussion

Research and Commitment: Why this Discussion today?

Érik Neveu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7469>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7469

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2003

Pagination : 109-120

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Érik Neveu, « Recherche et engagement : actualité d'une discussion », *Questions de communication* [En ligne], 3 | 2003, mis en ligne le 01 juillet 2003, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7469> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7469

Tous droits réservés

ÉRIK NEVEU
Centre de recherches sur l'action politique en Europe, CNRS
Institut d'études politiques, Rennes
erik.neveu@rennes.iep.fr

RECHERCHE ET ENGAGEMENT : ACTUALITÉ D'UNE DISCUSSION

Résumé. — En replaçant l'analyse dans le débat ouvert par la revue et diverses publications académiques, cet article interroge d'abord la question de l'engagement du chercheur à travers Pierre Bourdieu et les critiques qui le visent. Il contredit la description d'un virage à 180° pour restituer un infléchissement dans un contexte social. La deuxième partie évoque les problèmes posés par la vulgarisation et la diffusion, conditions d'accès à l'influence. Elle relativise tant l'opposition entre faire comprendre et dénoncer, que la suspicion qui frappe cette catégorie. L'analyse se fixe enfin sur les défis et problèmes que pose au chercheur engagé la singularité du champ politique.

Mots clés. — Autonomie de la science, Bourdieu, dénonciation, engagement, logothérapie, vulgarisation.

La question de l'engagement des intellectuels, et plus spécifiquement des chercheurs, fait retour dans l'espace public. Un flux désormais important de livres et numéros de revues le manifeste. À la liste déjà significative des textes mentionnés par Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter (2002), s'est ajouté récemment un numéro de *Mouvements* (2002). Trois repères peuvent situer la brève contribution à la discussion proposée ici. Elle considère que la question « Pourquoi débattons nous de cela maintenant ? » n'est pas que secondaire. Tout en cherchant des points d'appui au-delà des textes déjà publiés, elle leur accorde une place centrale, spécialement à l'analyse de Nathalie Heinich (2002) qui développe un point de vue à la fois stimulant et assez original pour susciter le désaccord. La réflexion qui s'exprime dans ces pages vient d'un chercheur qui fut militant durant les années soixante-dix, dans des organisations « gauchistes », pense en avoir tiré un bilan critique qui n'est certes pas, comme tant de ses camarades d'alors, d'avoir substitué à la référence-révérence aux barbus du marxisme celle pour le CAC 40 et les vertus du marché. Je suis politiste-sociologue. À travers des travaux sur les biens culturels, l'espace public, les mouvements sociaux, une interrogation sur les usages et l'utilité des sciences sociales dans le débat et l'action politique a toujours constitué un arrière-plan de mon travail. J'ajoute que, sans revendiquer le statut de militant – dont je connais trop les exigences pour m'en draper par coquetterie –, j'ai cherché en répondant à certaines sollicitations médiatiques ou pétitionnaires, en contribuant à l'une des livraisons de la collection « Libér-Raisons d'agir » (ARESER, 1997), à éviter le repli dans une recherche tour d'ivoire. Rien de prodigieusement original dans ces bribes de trajectoire, qui peuvent toutefois esquisser une réponse à la raisonnable question de savoir d'où l'on parle. Les coups de projecteurs de cette contribution prendront trois directions. La première consistera à revenir à la fois sur une conception et une pratique de l'engagement du chercheur qui polarisent les réactions. La deuxième évoquera quelques modalités de l'intervention des chercheurs dans le débat social. La dernière viendra rappeler l'impossible confusion entre le savant et le politique.

À l'ombre de la statue du commandeur

Des exigences en tension

Qu'elle fonctionne comme modèle ou repoussoir, la place réservée à Pierre Bourdieu dans les débats sur l'engagement des chercheurs ne peut que frapper. Rien d'étonnant objectera-t-on à ce qu'un chercheur participant de la mouvance bourdieusienne le valorise. Mais au-delà de cette connivence personnelle bien réelle, citations et renvois sont assez systématiques, et d'abord sur un registre critique, pour que l'on considère que la posture incarnée par Pierre Bourdieu mérite qu'on s'y arrête. Cette posture me semble tenir en deux séries de propositions complémentaires, dont l'articulation en actes ne va pas de soi.

Un premier ensemble de positions tient dans la revendication d'une autonomie du travail de recherche. Pour se poser la question de

l'intervention des chercheurs dans l'espace public, il faut d'abord faire un travail de recherche digne de ce nom. Il suppose le dessein de faire science, de progresser dans une compréhension explicative et compréhensive des faits sociaux, en mobilisant des méthodologies et des grilles théoriques sur des terrains et des enquêtes. Il se matérialise, lorsqu'il réussit, dans le fait de rendre visibles et intelligibles des dimensions du social qui ne ressortaient pas des perceptions ordinaires. C'est ce que fait Erving Goffman (1979) en pensant les pensionnaires d'un asile psychiatrique comme des « reclus » et non des « fous », ou Dominique Bromberger (1995), en rendant intelligibles les dimensions identitaires ou ludiques qu'occulte le discours réprobateur sur la balourdise des supporters du foot. Cette démarche suppose de soumettre ses résultats aux contrôles croisés d'une communauté scientifique institutionnalisée, d'un champ scientifique régi par ses lois propres et donc assez autonome pour ne pas être sous la dépendance hiérarchique ou financière des pouvoirs sociaux, pour pouvoir faire primer la formulation de questionnements sociologiques sur l'urgence (intelligible et respectable) d'une demande sociale tributaire des besoins pratiques de divers décideurs. En ce sens, ce travail de recherche suppose une revendication d'autonomie, de distanciation aux convulsions, modes et sollicitations extérieures. Cette nécessité d'un espace intellectuel et institutionnel autonome ne signifie d'ailleurs en rien une extra-territorialité du chercheur par rapport à la vie sociale. Une motivation politique, un investissement émotionnel dans les objets de recherche peuvent être, dès lors qu'ils se soumettent aux contrôles du champ, un puissant moteur de découverte. La première recherche d'ampleur que j'ai entreprise (Neveu, 1985) portait sur les romans d'espionnage du « Fleuve Noir » et les aventures de SAS. Si ce travail a pu avoir quelque fécondité, c'est aussi parce qu'il me confrontait à une énigme inséparablement scientifique et politique. Pourquoi cette littérature, extrêmement conservatrice et droitnière, était-elle lue d'abord par ceux qui ne lisaient pas, n'adhéraient pas forcément à ses significations politiques, spécialement au sein des classes populaires ?

Le second corps de positions, mis en avant par Pierre Bourdieu, consiste alors à plaider pour un devoir d'intervention du chercheur dans l'espace public à partir de ses découvertes. À la vision ancienne du « compagnon de route » d'un parti d'avant-garde, invité à politiser la vie intellectuelle en se rangeant sous la bannière du Parti ou de la Classe, quitte à taire ce que Weber appelait les « vérités déplaisantes » pour sa cause, il s'agit de substituer un projet d'intellectualisation de la vie politique, d'injection dans le débat public des apports de la recherche. Pour reprendre des formules presque ressassées, l'enjeu n'est pas de revendiquer la posture du chercheur-législateur, ni la détention de la vérité politique, mais d'œuvrer à un « utopisme rationnel » qui consiste à mettre en évidence des problèmes, à suggérer l'espace des actions et politiques publiques qui peuvent engendrer des changements, à souligner à l'inverse en quoi telle action risque d'avantage d'engendrer des effets pervers ou de ne pas répondre aux intentions qu'elle affiche. Les travaux de Loïc Wacquant (1999) sur la prison peuvent, par exemple, éclairer les impasses de certaines politiques pénales, y compris au regard des objectifs de leurs promoteurs. Un dernier repère peut suggérer

les tensions de cette position : il est clair que si les sciences sociales peuvent intervenir sur la mise en politiques publiques de choix politiques, elles n'ont aucune légitimité pour fonder ces derniers. La sociologie de l'éducation peut guider des politiques de « démocratisation ». Le choix de favoriser également ou non l'éducation de toute une génération jusqu'au niveau du baccalauréat repose sur des conceptions normatives de l'égalité, du rôle du savoir, de la socialisation.

Ce cadre problématique me semble définir une posture cohérente et rationnelle d'articulation entre activité de chercheur et engagement de citoyen. Trois principes pourraient le résumer : n'intervenir dans l'espace public que sur des questions où l'on a développé des recherches abouties, le faire avec le souci de réduire au maximum les coûts intellectuels des simplifications pédagogiques¹, considérer que le privilège d'être payé par l'État pour réfléchir à des questions qui nous passionnent donne simultanément le devoir de faire profiter nos concitoyens-contribuables des acquis de ces réflexions.

Une « coupure épistémologique » imaginaire

La mise en œuvre de ces principes est délicate. En restant fixée sur les analyses de Pierre Bourdieu, l'articulation des deux volets est précisément le point d'application premier de la critique. Nathalie Heinich (2002) – mais aussi François de Singly (2002) – discernent ainsi une contradiction, un « virage à 180° » entre le Bourdieu des années soixante-dix, campant dans le champ scientifique, dissuadant ses doctorants de pétitionner et un Bourdieu militant des années quatre-vingt-dix. Qu'y répondre ? En premier lieu, que cette opposition est inexacte² et caricaturale. Le recueil *Interventions* (Bourdieu, 2002) permet d'en juger sur pièces. Les textes d'intervention dans le débat social qu'il regroupe remontent à 1961 et la guerre d'Algérie. Est-ce à dire qu'aucune évolution n'a existé ? Si la fréquence et la diversité des interventions publiques de Pierre Bourdieu se sont intensifiées depuis la fin des années quatre-vingt. Trois séries de raisons peuvent être avancées pour suggérer une socio-logique à ces infléchissements.

La première tient à l'image sociale des sciences sociales. Celle-ci était globalement négative, souvent identifiée à une variante académique du marxisme ou de l'*hubris* contestataire au lendemain de Mai 68. Dans ces

¹ Le simple fait de ne rien écrire ou proférer dans les médias dont on puisse se sentir ridicule devant ses pairs limiterait déjà considérablement la masse des interventions inutiles ou néfastes de chercheurs.

² La critique des « doxosophes » par Pierre Bourdieu n'a jamais été de leur reprocher des postures d'intellectuels engagés. Elle est d'abord épistémologique et porte sur l'usage acritique et monomaniaque des sondages. Elle est ensuite toute inverse de celle décrite par Nathalie Heinich (2002) qui superpose ici le débat engagement/distanciation et celui sur autonomie/hétéronomie : le reproche fait aux doxosophes est d'introduire dans le champ scientifique des arguments politiques et, au premier chef, l'équation entre sondages et démocratie qui permet d'imputer aux critiques scientifiques de cette technique une signification politique stigmatisante.

conditions, une prudence particulière était nécessaire, tant pour constituer un savoir qui soit autre chose qu'un badigeon sociologique sur la vulgate marxiste, que pour construire une légitimité scientifique et sociale de ce savoir. Cette forme d'autocensure politique a été l'un des éléments de consolidation des sciences sociales et leur donne, trente ans plus tard, une toute autre autorité pour intervenir dans les débats. Beaucoup de chercheurs de ma génération peuvent faire la réflexion que leur accès – tant individuel que collectif – à une forme de légitimité académique et sociale s'est payé d'un fort retrait du débat politique. Certains – j'en suis – le vivent dans l'inconfort et souhaitent non pas produire un *remake* ridicule du gauchisme, mais faire que leur travail ait d'autres impacts que le débat avec les pairs, ou ce que Marx nommait « la critique rongeuse des souris ». Ce désir peut être la porte ouverte à des erreurs. Il s'exprime cependant dans un contexte où l'autorité des sciences sociales est objectivement autre, non réductible à une forme académique du radicalisme, et crée des possibilités d'écho.

Penser relationnellement les infléchissements de l'intervention publique de Pierre Bourdieu, c'est aussi les rapporter à deux paramètres. Le premier tient au poids d'un processus multiforme de restauration conservatrice³, de montée des logiques économiques et commerciales, jusque dans la production et la diffusion des œuvres intellectuelles, de remise en cause d'un ensemble de valeurs de « libéralisme culturel » ou de conquêtes sociales qu'avaient fait avancer les années soixante et soixante-dix. Si, hier, les sciences sociales pouvaient être un lieu parmi d'autres d'expression d'une connaissance critique de la société, les victoires d'une *doxa* conservatrice et néo-libérale modifient tant la responsabilité que la spécificité des sciences sociales comme lieu d'où puisse s'énoncer que l'ordre social ne va pas de soi, n'exprime pas les lois naturelles d'un presque meilleur des mondes. Sur ce point aussi j'ai peine à suivre Nathalie Heinich (2002) lorsqu'elle discerne une grande abondance de postulants à une position d'intellectuel critique. La lecture de la presse, l'écoute des radios – jusqu'à France-Culture, la radio des intellectuels – permettent, avant tout, de prendre connaissance des analyses d'Alexandre Adler, Bernard-Henry Levy, Luc Ferry, Alain-Gérard Slama, Jacques Julliard, Alain Minc dont j'ai peine à penser qu'ils répondent au cahier des charges d'une pensée critique, quelle qu'en soit la définition. Le second paramètre tient au champ politique lui-même. Pour le dire trop vite, on peut relever qu'en trente ans, son recrutement social s'est racorni, que l'espace des oppositions s'y est rétréci, que ses liens à la « société civile » (monde associatif par exemple) se sont délités, et que ses enjeux ésotériques prennent une place croissante (Gaxie, 2001), données qui sont directement corrélées à la montée de l'abstention, à la part déclinante des partis de gouvernement dans les votes. Ce qui ressemble fort à une moindre capacité des professionnels de la politique à prendre en charge un ensemble d'enjeux qui importent aux citoyens peut donner aux chercheurs une responsabilité inédite, au moins temporairement, dans une démarche d'intellectualisation et de redéfinition des cadres du débat public. On le voit, les discontinuités

³ Cette restauration conservatrice est paradoxalement attestée par le fait que même un collaborateur de la revue *Esprit*, proche de Pierre Rosanvallon, en vienne à découvrir et dénoncer en 2002 l'influence et la diversité de « nouveaux réactionnaires » !

réelles dans l'articulation entre activité de chercheur et engagements publics chez Pierre Bourdieu peuvent s'éclairer autrement que par un tête-à-queue inexplicable et inexpliqué. Et les données évoquées ici rendent aussi compte du retour présent de ce refoulé parmi les chercheurs. Rien n'interdit de questionner ensuite des paramètres plus personnels, comme le fait qu'un chercheur, ayant conquis tous les titres de gloire dans sa discipline, ayant fait une expérience un peu amère du rendement de la posture d'expert (rapport du Collège de France sur la réforme de l'enseignement, que Jean-Pierre Chevènement rangea pieusement dans un tiroir après l'avoir commandé) ait pu trouver des gratifications inédites à un plus fort engagement, et juger qu'un registre plus conflictuel pouvait exercer plus de pression sur les décideurs.

Aucune des explications esquissées ici ne disqualifie la critique. Son bon exercice pourrait consister à juger des engagements de Pierre Bourdieu à l'aune de ses principes. Toutes ses interventions ont-elles porté sur des domaines où lui-même, ou les collectifs pour lesquels il parlait, avaient produit des travaux ? Un engagement proprement politique a-t-il oblitéré certaines analyses sociologiques ? Le souci de faire passer un savoir scientifique vers un public élargi s'est-il payé de simplifications excessives ? Répondre « jamais » relèverait d'un réflexe hagiographique. Mais la critique ne peut que gagner à distinguer le jugement sur une posture et celui sur ses expressions concrètes. Et la vigilance critique des chercheurs sur les « fautes d'engagement » ne devrait pas être à sens unique⁴.

Vulgariser, donner à voir, dénoncer

Se faire entendre

Questionner les modalités de l'engagement du chercheur c'est aussi prendre acte d'une observation triviale mais essentielle : il n'est d'intervention possible que par l'accès à des supports de médiatisation qui font passer les acquis de la recherche dans des compartiments plus ou moins vastes de l'espace public. En ce sens, une analyse du possible rôle citoyen des chercheurs est inséparable d'une réflexion sur les médias.

Comme le souligne Annette Wieviorka (2002), la diversité des sollicitations et des types de médias interdit tout jugement trop absolu. Il existe, tant en presse écrite que dans certaines niches de l'audiovisuel, des espaces dans lesquels des chercheurs peuvent rendre compte de leurs travaux dans des conditions satisfaisantes. L'équipe de science politique à laquelle j'appartiens avait réalisé, en 1992, avec un quotidien régional, une enquête grâce à un questionnaire ouvert publié dans le journal, relatif aux attentes des lecteurs à la veille d'élections législatives. Cette opération fut une surprise très positive : plusieurs milliers de réponses, souvent accompagnées de courriers passionnants. Le

⁴ Les positionnements d'Anthony Giddens dans *La troisième voie*, les interventions multiples d'Alain Touraine dans la presse, sur les sujets les plus divers, suscitent rarement la bronca critique dont bénéficie Pierre Bourdieu. Seraient-ils scientifiquement incontestables ?

matériau ainsi collecté permet, à la satisfaction des chercheurs et des journalistes, la confection d'un supplément de quatre pages où un traitement à la fois statistique et qualitatif des réponses mettait en évidence, de façon intelligible, la présence de préoccupations (dévitalisation de régions rurales, critique des multiples échelons administratifs) qui ne ressortaient pas dans les thèmes de campagne des partis. Mais, pour une opération de ce type, bien plus nombreuses sont les situations et sollicitations décevantes, dont un livre collectif britannique donne un panorama aussi cruel que comique (Haslam, Bryman, 1994). La coopération repose souvent, soit sur l'acceptation d'une problématique imposée et rarement pertinente, soit sur un échange implicite de légitimité : une parcelle de visibilité médiatique contre un peu de légitimité savante, à condition que ses énoncés s'accordent à la *doxa* journalistique. Sollicité pour commenter un débat électoral sur une radio publique, je m'étais efforcé d'éviter le piège prévisible consistant à m'utiliser comme arbitre. Peine perdue. Sur cinq minutes d'entretien téléphonique, les quelques secondes conservées furent celles où, cédant stupidement à la répétition de la même question, je m'étais laissé aller à souligner l'habileté rhétorique d'une participante : un savant, cela sert à dire qui a gagné. Je songe aussi à un échange *off* avec tel journaliste de renom, convenant que le Professeur X, commentateur multicarte de tout et de quelques autres choses encore, parlait de sujets dont il n'avait pas la moindre idée. Mais, ajoutait-il, il est normal qu'on l'invite, car « c'est un "bon client". Il est clair, concis, et puis il sait mettre de la passion dans tout ce qu'il aborde ».

Sans avoir ici ni les réponses détaillées quant à la bonne gestion d'un système complexe d'interdépendances, ni l'espace pour développer quelques pistes, je voudrais au moins suggérer, sous la forme d'une liste de questions, combien la communauté des chercheurs gagnerait à réfléchir collectivement sur la question de la vulgarisation. Pourquoi le temps et le travail consacrés à cette activité sont-ils souvent pris en compte sur un mode condescendant, voire dépréciatif, dans les processus d'évaluation professionnelle ? Pourquoi les chercheurs et universitaires ne parviennent-ils pas – l'échec de *Liber* en est une illustration – à produire des supports de vulgarisation autonomes, capables de faire connaître des travaux de qualité, sur des critères autres que leur adéquation à l'air du temps idéologique ? Comment expliquer, malgré les efforts de la revue *Sciences Humaines*, que n'existent pas de magazines de vulgarisation des sciences sociales ayant l'impact de celles du domaine des sciences et techniques ? Puisque les chercheurs et universitaires sont aussi des formateurs, pourquoi la constitution de filières qui forment des journalistes, tant à la vulgarisation qu'à un usage réellement productif des sciences sociales, dans l'accomplissement de leur travail d'enquête et de commentaire a-t-il été à ce jour si modestement développé ? Quel consensus peut s'établir quant aux critères qui permettraient de définir un point d'équilibre acceptable entre simplifications obligées et pédagogie de la complexité dans les textes de vulgarisation ? On peut ajouter, pour élargir le questionnement que la trilogie chercheur-expert-militant n'est pas uniquement une combinatoire que peut décliner le chercheur, mais aussi un jeu de rôles accessible à d'autres acteurs. On a vu, au lendemain du 11 septembre, des « experts », dépendant souvent des crédits des administrations en charge de la sécurité, et, à ce titre, tentés

de surenchérir sur la réalité de menaces diverses, intervenir sur des registres où ils apparaissaient comme les chercheurs de référence, pour tenir des discours aux connotations sécuritaires parfois militantes. Quelles capacités d'intervention collective se donnent les chercheurs devant semblables situations, qui ne sont pas sans rapport avec des formes d'usurpation d'identité ou d'abus de pouvoir symbolique ? Formulées de façon ramassée, ces questions apparaîtront comme « naïves ». En se confrontant à chacune d'entre elles, en mobilisant le capital collectif de connaissance sociologique des logiques des médias, d'appui sur les contradictions propres à ce monde social, il est pourtant peu douteux que des avancées soient à chaque fois possibles.

Alternative ou combinaison ?

À partir de son travail sur la sociologie de l'art contemporain, Nathalie Heinich (2002) en explicite une modalité de retour de la recherche vers les acteurs, en l'occurrence assez indépendant des médias. On la retrouverait dans les analyses de François de Singly (2002) derrière la notion d'« accompagnement ». Parce qu'il se livre à un travail distancié, se garde dans sa recherche de prendre parti pour un acteur, par sa neutralité axiologique, le sociologue peut produire une connaissance qui contribue à plus de compréhension mutuelle entre les positions, groupes, conceptions qu'il analyse. Un psychiatre hospitalier qui lit *Asiles* d'Erving Goffman (1968) peut y gagner une intelligence plus profonde du comportement de ceux qu'il traite, être plus attentif et réflexif sur le respect dû aux malades. Le plaidoyer quant à la capacité du chercheur d'agir en médiateur, de susciter l'intercompréhension – on pourrait aussi dire d'amener des agents sociaux à conforter une estime de soi, à s'accepter – est pleinement pertinent. L'objection qu'il est cependant possible de lui adresser consiste à penser que le débat ne se pose pas dans les termes d'un choix binaire entre une position de médiateur, de producteur d'une cartographie intelligente et compréhensive de tel univers social et la posture archaïque du dénonciateur. Il est des situations où le travail du sociologue peut – comme un audit réussi – exercer une influence sur le mode de la catalyse, de la médiation. Il en est d'autres où la « dénonciation », spécialement si elle cible non des « méchants » à mettre au pilori mais des mécanismes sociaux qui engendrent souffrances et gâchis, peut demeurer la condition de félicité d'un impact, d'une influence citoyenne de la recherche.

Dénonciation est un mot bien encombrant, ses connotations renvoient tant aux sinistres lettres de dénonciation qu'au radotage souvent pitoyable des « J'accuse » de Zolas de série B. Peut-être faudrait-il renoncer au mot, le remplacer par des expressions comme « construire un problème public ». Il reste qu'il est aussi des cas où la publicisation de vérités déplaisantes ou scandaleuses, assumant une composante conflictuelle, est la condition d'une influence sociale des travaux savants. Il serait certainement désirable de vivre dans un monde habermasien régi par l'agir communicationnel. Les débats sociaux y seraient tranchés et les politiques publiques définies au seul regard de la force logique des arguments, de la mesure rationnelle de ce qu'un choix peut contribuer à un bien commun défini par une confrontation paisible et réfléchie des intérêts, des valeurs, des données. S'il existe des cas – rares – où

cette norme domine et où le chercheur peut opérer en médiateur, plus nombreuses sont les situations régies par des rapports de force. Sans soutenir que leurs effets ont été absolument inexistantes, les rapports du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) sur le creusement des inégalités sociales n'ont pas déclenché un grand mouvement d'intercompréhension et d'attention réciproque des acteurs concernés. Le gouvernement Balladur a tout simplement fait disparaître d'un trait de plume ce centre de recherche, messenger de malheur, et on ne sache pas que la surabondance des *data* sur l'évolution de l'inégalité économique et des souffrances qu'elle engendre ait suscité chez les législateurs, chefs d'entreprises, gestionnaires de fond de pension, employeurs de main d'œuvre indonésienne, une spectaculaire remise en cause de leurs pratiques. C'est dire que lorsqu'ils mettent objectivement en cause des intérêts sociaux établis, ou concernent des enjeux où les oppositions reposent sur de forts enjeux matériels, les travaux des chercheurs ont peu de chances d'être catalyseurs d'intercompréhension. Leurs effets proprement sociaux ne peuvent venir que de leur sollicitation par des groupes organisés. Cette opération peut se réaliser à l'insu, voire contre les vœux du chercheur. Il peut en être l'élément actif en suscitant le débat, en cherchant la connexion avec les groupes capables de se mobiliser.

Penser que la seule divulgation de données, ou de modèles explicatifs construits par le chercheur, peut en soi changer le monde ou déclencher un vent de réforme serait toutefois sacrifier à ce que Gérard Mauger (2002) épingle comme « les illusions de la logothérapie », fortement présentes dans notre ethnocentrisme d'intellectuels. Le monde social repose sur des structures objectives et des rapports de pouvoir. La seule diffusion d'une information, même « subversive », ne dissout pas les contraintes matérielles liées à l'économique, à la stratification sociale, à l'inégale répartition des ressources culturelles et cognitives. Elle n'enclenche pas mécaniquement une « prise de conscience » qui engendrerait une mobilisation capable de peser efficacement sur ces rapports de force. Il reste que rendre intelligibles les mécanismes qui produisent des rapports sociaux, qu'opposer des données dérangementantes aux discours et acteurs pour qui le monde réel est le seul rationnel peut constituer une ressource utile dans les processus de construction de rapports de force. Constituer une situation comme problématique suppose la triple opération de la « réaliser » comme non naturelle, d'identifier des mécanismes d'engendrement du trouble et de formaliser des revendications (Felstiner, Abel, Sarat, 1991). Les sciences sociales peuvent contribuer à cette mise en débat des problèmes publics. Et sur ce terrain, l'idée d'un choix binaire entre dénoncer et faire comprendre me semble erronée. *Journalistes au quotidien* d'Alain Accardo et al. (1995) sollicite clairement un registre de « dénonciation » à travers les témoignages sociologisés de journalistes qui décrivent leur travail, les contraintes qui leur sont imposées, expriment sur un mode ouvertement critique et conflictuel les tensions de leur activité professionnelle. Dans le même temps, l'ouvrage est une des meilleures lectures envisageables pour aider un téléspectateur à comprendre les contraintes de production de l'information, manifester à un lecteur journaliste que les problèmes qu'il rencontre doivent sans doute moins aux traits singuliers de ses chefs, qu'à l'évolution des institutions de production-diffusion de l'information.

La science n'est pas la politique

Une conviction forte sous-tend cette contribution : s'ils se soumettent aux exigences rigoureuses du travail scientifique, les chercheurs peuvent et doivent apporter dans le débat public une contribution dont la valeur est liée à la nature de leur activité professionnelle. Cette certitude doit simultanément s'accompagner de mises en garde.

La première concerne une forme de confusion des genres, à vrai dire bien plus présente chez les *academics* américains qu'en France où les ravages du post-modernisme demeurent assez limités. Elle consiste, dans une version pathologique de la logothérapie, à attribuer un pouvoir dévastateur de subversion à une logomachie « déconstructrice », à considérer comme la forme par excellence du travail politique un radicalisme de campus qui n'est souvent que le cache-misère de l'absence de prise des chercheurs sur le social et le politique. Tod Gitlin restitue bien cette confusion dans le bilan critique qu'il formule sur le champ des *Cultural Studies*, l'un des plus atteints par la croyance dans la toute puissance performative du *logos* académique. Il appelle de ses vœux « des *cultural studies* moins velléitaires, plus réfléchies, libérées du fardeau de s'imaginer comme une pratique politique [...] de confondre l'université et la société dans son ensemble [...]. Moins deviendrait plus. Des praticiens rigoureux des *cultural studies* devraient être plus curieux à l'égard du monde qui reste à étudier et à changer. Nous devrions apprendre plus sur la politique, l'économie, la société, et dans ce processus, mieux évaluer ce que la culture et nos recherches ne peuvent accomplir. Si nous voulons faire de la politique, organisons des collectifs, des manifestations, des groupes de pression et le reste. Faisons de la politique et ne considérons pas que notre travail universitaire en est déjà » (Gitlin, 1997 : 37).

Une autre mise en garde a trait au risque de mésestimer l'autonomie du politique. La notion renvoie à la professionnalisation de ce champ social, sa clôture, sa capacité à instrumentaliser les chercheurs et les sciences sociales. Mais c'est un autre volet de cette autonomie qui mérite ici l'attention. Le questionnement sur la crise d'un registre « dénonciateur » est contestable lorsqu'il recourt aux catégories du neuf ou de l'archaïque, plus adéquates en matière de mode ou de viniculture qu'en sciences. Il est simultanément très pertinent lorsqu'il interroge l'efficacité contemporaine de ce registre, sa capacité à embrayer sur des mobilisations, des appropriations du savoir. Un travail de Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin (1999) peut expliciter cette question. Cette recherche prenait pour matériau un corpus d'appels d'auditeurs de France-Inter, sollicités d'exprimer, quarante ans après l'appel de l'Abbé Pierre, ce qui pouvait aujourd'hui susciter chez eux révolte ou désir d'action. Or, l'analyse de ces appels manifeste la montée de deux types de discours. Les uns associent les problèmes et situations qui indignent les auditeurs aux effets d'un « système » opaque et complexe, dans lequel l'imputation de responsabilité est éminemment problématique. D'autres – redevables aussi de ce sentiment d'illisibilité de relations causales claires – expriment les situations problématiques sur le mode de la culpabilité personnelle, du malaise, du sentiment de complicité passive ou active comme

dans le fait de relever sa propre incapacité à s'émouvoir ou à être solidaire devant chaque mendiant ou sans-logis. Dominique Cardon et Jean-Philippe Heurtin associent la montée de ces registres à la panne d'une grammaire critique – que l'on peut très grossièrement associer à la perte d'influence de systèmes d'explication associés aux marxismes – qui mobilisait des catégories comme dominés-dominants, exploitation. Faute d'une telle grammaire, l'action politique patine quand l'imputation des maux sociaux relève d'une machinerie opaque ou anonyme, ou de l'exercice d'une bonne volonté individuelle. C'est dire que la marge d'efficacité « dénonciatrice » des sciences sociales est aussi tributaire de celle de systèmes d'imputation et de formulation de projets que l'on peut associer à la notion d'idéologies politiques, aux « grands récits ». D'autres questions s'ouvrent alors. Ces « grands récits » impliquent une vision normative du bien commun, d'un modèle de société. Au-delà d'interventions qui pourraient porter sur le caractère sociologiquement (ir)réaliste de telles utopies, les chercheurs ont-ils, ès qualités, une légitimité particulière à contribuer à la formulation de tels projets ? N'est-il pas là plus cohérent de revendiquer une césure explicite entre rôle de chercheur et engagement politique ? Cette césure est-elle relative (le chercheur peut avoir une compréhension du monde social, une habitude de l'analyse qui soit productive pour autre chose que faire science) ? Faut-il au contraire la durcir et la revendiquer pour des raisons déontologiques (éviter l'entrée dans le prophétisme), ou épistémiques (une action politique efficace peut supposer un degré de simplification des énoncés, de mobilisation sur des objectifs utopiques qu'un scientifique en tant que tel ne saurait assumer) ?

Souligner que la science n'est pas la politique, c'est enfin être attentif, comme l'avait été Weber, aux différences profondes de savoir-faire, de travail, d'*ethos* qui peuvent séparer le monde de la connaissance de celui de l'action politique, qu'elle passe par des partis ou des mouvements sociaux. En matière d'organisation, de débat, de mobilisation, de gestion de conflits, de négociations de compromis, de formulation de programmes, d'attention aux attentes du corps social, existent des compétences proprement militantes, des logiques propres aux champs politique et militant. Les compétences politiques peuvent parfois manifester un air de famille avec celle de la recherche (enquête, débattre). Même en ces cas, elles sont rarement transposables. Si le chercheur qui intègre un groupement politique doit refuser la vieille posture du compagnon de route, laissant son cerveau au vestiaire, il doit aussi apprendre à se dépouiller d'une revendication implicite à avoir le dernier mot devant des savoirs militants, des formes fécondes d'intelligence dans l'action.

Références

- Accardo A. et al., 1995, *Journalistes au quotidien. Essais de socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux, Éd. Le Mascaret.
- ARESER, 1997, *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- Bourdieu P., 2002, *Interventions*, Marseille, Agone.
- Bromberger C., 1995, *Le match de football. Ethnologie d'une passion partisane à Marseille, Naples et Turin*, Paris, Éd. de la MSH.
- Cardon D., Heurtin J.-Ph., 1999, « La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France-Inter », pp. 85-119, in : B. François, É. Neveu, dirs, *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Felstiner W., Abel R., Sarat A., 1991, « L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer », *Politix*, 16, pp. 41-54.
- Ferguson M., Golding P., eds, 1997, *Cultural Studies in Question*, London, Sage.
- Fleury-Vilatte B., Walter J., 2002, « L'engagement des chercheurs », *Questions de communication*, 2, pp. 105-115.
- François B., Neveu É., dirs, 1999, *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Gaxie D., 2001, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien.
- Gitlin T., 1997, « The anti-political populism of Cultural studies », pp. 25-38, in : Ferguson M., Golding P., eds, *Cultural Studies in Question*, London, Sage.
- Goffman E., 1979, *Asiles : études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, trad. de l'anglais par L. et C. Lainé, Paris, Éd. de Minuit.
- Haslam C., Bryman A., 1994, *Social Scientist Meet the Media*, London, Routledge.
- Heinich N., 2002, « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, 2, pp. 117-127.
- Lahire B., dir., 2002, *À quoi sert la sociologie ?* Paris, Éd. La Découverte.
- Mauger G., 2002, « Politique de l'engagement sociologique », *Mouvements*, 24, pp. 51-57.
- Mouvements*, 2002, 24, « Après Bourdieu, le travail de la critique ».
- Neveu É., 1985, *L'idéologie dans le roman d'espionnage*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Singly Fr. de, 2002, « La sociologie, forme particulière de conscience », pp. 13-42, in : B. Lahire, dir., *À quoi sert la sociologie ?* Paris, Éd. La Découverte.
- Wacquant J. D. L., 1999, *Les prisons de la misère*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- Wieviorka A., 2002, « L'historien au risque de l'engagement », *Questions de communication*, 2, pp. 137-143.